

De: Gerard Pommier gerardpommier@free.fr
Objet: Les « états généraux de la radicalisation » ? Un incontournable problème éthique
Date: 25 septembre 2018 à 12:25
À: benslama@paris7.jussieu.fr

GP

[View this email in your browser](#)

Les « états généraux de la radicalisation » ?

Un incontournable problème éthique

Monsieur Fethi Benslama est l'organisateur de cet événement national. Il a pris soin d'avoir le parrainage de l'Etat, du Comité Interministériel de la délinquance et de la radicalisation, selon la mesure 37 du plan national de prévention. Un préfet, plusieurs magistrats, un haut fonctionnaire de la défense, vont y participer. Ce ne sont pas des intervenants parmi d'autres : c'est au service d'une politique d'Etat et de son appareil de police que cette manifestation se tient. Un « appel à communication » auprès de 10 000 personnes a été lancé. Il a traité de manière sélective une centaine de propositions. Sur quelle base s'est faite cette sélection ? Uniquement sur le traitement clinique des radicalisés. La décision est prise en amont : ce sont des malades. Pourtant, s'ils commettent des crimes, qu'ils soient jugés et condamnés ! Et pourquoi les cliniciens devraient-ils en être la caution ? J'ai fait moi-même une demande de communication sur la base d'une étude comparative des Évangiles et du Coran – ce sont deux grands livres guerriers, sanguinaires. L'appel à la guerre y est constant. Ce sont ces appels à la guerre qui sont au centre de l'actualité. Dans ce colloque, il n'y a pas une seule communication sur la religion qui est pourtant le motif central d'un affrontement guerrier qui va durer. Non, il est décidé que les radicalisés n'ont rien à voir avec la religion ! ce sont des malades. C'est le sens de ce colloque. Devant ce mépris, l'esprit de radicalisation ne cesse de s'étendre. Les « quartiers » se ferment sur eux-mêmes, les femmes se voilent, la prière prépare la révolte. C'est ce qu'il se passe partout en France. La médicalisation de la radicalisation pousse à la radicalisation.

Si un jour la paix pouvait venir ! Mais il faudrait pour cela que nos propres crimes soient reconnus. Pétain et son corps expéditionnaire de 100 000 hommes fit des ravages pendant la guerre du Rif. Bugeaud a enfumé des villages entiers dans des grottes pendant la conquête d'Algérie. 500 000 algériens ont été torturés et exécutés pendant l'horrible guerre d'Algérie. Six milles raids de l'aviation française entre 2015 et 2017 ont participé à la destruction des états laïques du Moyen-Orient. Pas une seule communication ne traitera de cette cause lointaine et immédiate de la radicalisation.

Combien la déradicalisation serait facilitée si ces crimes étaient reconnus et avoués publiquement ! Cela s'est fait en Afrique du sud à la fin de l'Apartheid, dans des milliers de réunions publiques. Les tortionnaires parlaient devant des assemblées qui les écoulaient et leur posaient des questions. A la fin de ces assemblées, ils n'étaient pas jugés, la parole avait suffi pour apaiser. L'Afrique du sud a pardonné et vit en paix avec elle-même.

Si par malheur il nous fallait prendre les armes contre une tyrannie ou une occupation étrangère, que dirions-nous si, une fois faits prisonniers, un psychologue entrain dans notre cellule pour étudier notre profil, sonder notre petite enfance, notre adolescence, évaluer les faiblesses de notre papa etc. ? Nous serions toujours plus radicalisés, les dents serrées.

Malgré le filtrage sévère de la sélection des communications, qui ne s'occupe que de malades, bien des titres d'intervenants montrent qu'ils n'ont pas l'intention d'être les Harkis de l'armée française. Ce n'est pas aux psychologues, aux psychiatres ou aux psychanalystes d'opérer des lavages de cerveau comme du temps de Staline. Ou d'ouvrir des camps de rééducation, comme du temps de Mao.

Il n'est pas douteux que nombre de cliniciens peuvent aider des radicalisés, mais à la condition qu'ils le demandent. Ce n'est pas ce qu'il se passe.

Fethi Benslama est prêt à toutes les compromissions pour avoir toujours plus de pouvoir. Il cherche à être bien subventionné sans doute, pour si peu de radicalisés (six seulement sont de retour de Syrie cette année). Mais ce qui est grave, c'est que ce colloque se produit dans ce haut lieu de la psychanalyse qu'est Paris VII. La psychanalyse ne sortira pas grandie de cette compromission militaire. Mais qu'importe à Benslama ! Il veut du pouvoir à tout prix, une caution venue de haut, mais pour quoi faire ? Les témoignages de harcèlement moral, de harcèlement sexuel, se sont accumulés auprès de la D.R.H., de la présidente de l'université, du ministère de l'intérieur. Personne n'a osé porter plainte, par crainte pour sa carrière. C'est un abus de pouvoir. (Fethi Benslama a déjà été condamné sous cette inculpation cet été.) Les insultes qu'il fait en public sont légions. Toutes ces personnes insultées vont-elles se radicaliser ? Vont-elles être elles-aussi considérées comme des malades, des femmes frustrées, des hystériques agressives ? des paranoïaques ? C'est déjà fait, ces femmes sont insultées publiquement aussi.

Si en votre âme et conscience, cette situation vous indignent, vous pouvez vous inscrire comme premiers signataires d'une pétition demandant la mise à la retraite de Fethi Benslama, et cela en envoyant votre nom et prénom à l'adresse ethique.radicale@gmail.com. Ce sera justice.

Gérard Pommier

